

BLOG POST

LES « FRUGAUX » ET L'UE : POINT TROP N'EN FAUT

27/10/2020 | DANIEL DEBOMY | DÉMOCRATIE ET CITOYENNETÉ

*Daniel Debomy
Chercheur associé à l'Institut Jacques Delors
Directeur d'OPTEM*

L'année 2020 est marquée par les âpres négociations qui ont conduit à l'adoption du plan de relance de l'économie européenne, durement affectée par les conséquences de la pandémie de la COVID 19 : négociations dans lesquelles les dirigeants de quatre Etats-membres, se qualifiant de « frugaux », ont manifesté leurs vives réticences à un engagement solidaire de redressement et ne n'y sont ralliés en fin de compte qu'au prix de concessions financières substantielles : les Pays-Bas, pourtant membre fondateur de la Communauté européenne, le Danemark, la Suède et l'Autriche.

Alors que se poursuivent les négociations entre institutions européennes notamment pour finaliser le cadre du budget européen 2021-2027, cette note examine l'état de l'opinion publique à l'égard de l'UE dans ces quatre pays, telle qu'elle s'exprimait à la veille de ces événements. Cette note s'appuie sur les données de l'enquête Eurobaromètre de la Commission européenne réalisée à l'automne 2019 et sur celles des enquêtes de 2019 du Parlement européen, dernières données comparables disponibles sur l'état de l'opinion.

Des jugements favorables sur la situation économique

Les citoyens des quatre Etats-membres « frugaux » se caractérisent par des jugements très favorables sur la situation de l'économie de leur pays : 90% l'estiment bonne aux Pays-Bas comme au Danemark, 76% en Suède et en Autriche - tous scores beaucoup plus élevés que la moyenne européenne (47%). Et une question similaire sur la situation du pays « en général » donne des résultats très proches.

Quant à la situation économique dans l'UE, elle est également jugée tout à fait majoritairement bonne (moins toutefois que celle du pays) : par 69% des Néerlandais et des Autrichiens, 63% des Danois et 54% des Suédois (les avis contraires allant de 21% à 27%). Là aussi ces scores dépassent nettement la moyenne des Etats-membres (47% contre 39%).

Une grande satisfaction affichée aux Pays-Bas, au Danemark et en Suède quant à l'appartenance à l'UE ; les Autrichiens en retrait

Interrogés sur le fait de savoir si l'appartenance de leur pays est une bonne chose, une mauvaise chose ou une chose ni bonne ni mauvaise (1) les citoyens des Pays-Bas et des deux pays scandinaves affichent des opinions très favorables : à 79% (contre 5%) pour les Néerlandais, 77% (contre 6%) pour les Danois, 72% (contre 7%) pour les Suédois.

Ces scores, très supérieurs à la moyenne européenne (de 59% contre 11%), contrastent avec celui des Autrichiens qui se montrent au contraire en retrait sur la moyenne, avec 49% de « bonne chose », contre 16%, (et 35% de « ni bonne ni mauvaise chose »).

Cette différence se retrouve dans les réponses à une autre question classique (1), portant sur le bénéfice qu'a retiré (ou non) le pays de son appartenance. 83% aux Pays-Bas, 85% au Danemark, et 72% en Suède estiment que leur pays en a bénéficié - la moyenne communautaire se situant à 68%. Les Autrichiens ne sont que 57% à le penser, plus d'un tiers étant d'avis inverse.

Confiance dans l'UE et perceptions de son avenir : une hiérarchie similaire des opinions favorables

Chez les citoyens européens dans leur ensemble, la confiance dans l'UE est légèrement minoritaire : à 43% contre 47% (il est vrai que celle qui s'exprime à l'égard du gouvernement national est, elle, très minoritaire : 34% contre 61%). Les Danois (63%), les Néerlandais (56%) et les Suédois (53%) manifestent une meilleure confiance envers l'UE, les Autrichiens étant proches de la moyenne (46% contre 48%).

La même hiérarchie des scores s'observe en ce qui concerne l'optimisme ou le pessimisme pour le futur de l'UE, même si l'optimisme est majoritaire dans les quatre pays (74% au Danemark, 65% aux Pays-Bas, 62% en Suède, 57% en Autriche - le score enregistré dans ce dernier pays étant proche de la moyenne européenne).

Confrontés à l'idée que leur pays pourrait mieux faire face au futur s'il était en dehors de l'UE, les citoyens des quatre pays étudiés la rejettent tous nettement : à de très fortes majorités aux Pays-Bas (83%), au Danemark (80%) et en Suède (72%), moins fortement en Autriche (56%, score inférieur à la moyenne communautaire de 60%).

Et pour ce qui est de l'image de l'UE (positive, négative ou neutre) les Danois se montrent les plus favorables (à 55%, contre 13% d'avis opposés) devant les Suédois (50% contre 20%). Ils le sont davantage que les Européens moyens (42% contre 20%) alors que les opinions néerlandaises sont proches de la moyenne (43% contre 22%) et celles des Autrichiens en-dessous de celle-ci (38% contre 22%).

Place du pays dans l'UE et sentiment d'appartenance : pas d'expression de frustration, mais un degré d'attachement modéré

Les intérêts de leur pays sont-ils bien pris en compte dans l'UE ? A cette question les citoyens des pays étudiés répondent majoritairement par oui : nettement plus que les Européens moyens (52%, contre 40% pour l'ensemble de l'UE) au Danemark (63%) et en Suède (60%), un peu plus en Autriche (55%) et aux Pays-Bas (54%).

Estiment-ils personnellement que leur voix compte dans l'UE ? Ils sont très majoritaires à le penser au Danemark (72%), en Suède (69%), aux Pays-Bas (63%) et en Autriche (58%) - alors que la moyenne communautaire se situe à 45% (contre 50%).

Se sentent-ils citoyens de l'UE ? Oui également, dans des proportions au moins légèrement supérieures à la moyenne (qui est de 70% contre 29%) : 79% dans les deux pays scandinaves, 73% en Autriche, 72% aux Pays-Bas.

Se sentent-ils pour autant attachés à l'UE ? Sans doute, mais à des majorités relativement modestes au Danemark (53% contre 46%), en Suède (54% contre 44%) et en Autriche (56% contre 43%), alors que les Néerlandais sont partagés presque à égalité (49% oui, 50% non) - ces pourcentages étant inférieurs au score européen moyen (57% contre 41%).

Et se sentent-ils Européens ? Chez les citoyens européens moyens, l'attachement déclaré à l'UE en tant qu'institution est un peu inférieur (de 8%) à celui qu'on professe à l'égard de « l'Europe ». Chez les « frugaux », cet écart est plus large. L'attachement à l'UE par rapport à « l'Europe » est de dix points inférieur en Autriche, de 16 points aux Pays-Bas et de 25 points dans les deux pays scandinaves - signe d'une distance affective vis-à-vis des institutions communautaires.

L'expression de doutes sur l'avenir proche

Si les citoyens des pays étudiés se disent particulièrement satisfaits de la situation économique actuelle (*cf. supra*), ils manifestent un certain pessimisme quand on les interroge sur l'évolution qu'ils pressentent pour les douze mois à venir. Vis-à-vis de l'UE, seulement 8% des Néerlandais envisagent une amélioration contre 39% une détérioration (et 47% pas de changement) ; au Danemark ils sont 8% et 24% respectivement, en Suède 6% et 42%, en Autriche 14% et 25% - l'opinion communautaire moyenne étant plutôt un peu moins sombre (17% contre 25%, avec 46% sans changement). Ce pessimisme plutôt plus grand que la moyenne pour le court terme s'observe d'ailleurs aussi pour la situation économique du pays dans l'année à venir - sauf en Autriche ; il est notamment net en Suède.

Ce résultat peut être relié aux réponses à une autre question : d'une manière générale les choses vont-elles dans la bonne ou dans la mauvaise direction dans l'UE ? Dans l'UE dans son ensemble ceux qui estiment bonne la direction actuelle sont moins nombreux que ceux qui la jugent mauvaise (31% contre 49%). Mais les Suédois (24% contre 56%) et les Danois (24% contre 42%) apparaissent particulièrement négatifs, alors que les Néerlandais sont proches de la moyenne (32% contre 50%) et les Autrichiens cette fois un peu moins sombres (34% contre 45%).

Cela peut apparaître contradictoire avec les observations précédentes, notamment l'optimisme déclaré pour le futur de l'UE. On peut penser que cet optimisme concerne l'avenir à moyen ou long terme de l'Union, mais n'empêche pas l'expression de réserves sur son orientation actuelle.

On peut noter que la même question était posée sur la bonne ou mauvaise direction des choses dans son propre pays. Alors que les Européens moyens sont un peu plus négatifs sur les orientations nationales que sur celles de l'UE, c'est l'inverse dans trois des pays ici étudiés : très nettement au Danemark (52% « bonne direction » contre 24%) et en Autriche (51% contre 35%), moins nettement aux Pays-Bas (44% contre 41%), la balance des opinions positives et négatives en Suède (29% contre 60%) n'étant pas très différente pour le pays de celle qui concerne l'UE.

Attitudes relatives au renforcement de l'UE : de sérieuses réserves

Une double question des enquêtes Eurobaromètre porte sur la vitesse de la construction européenne : d'abord sur sa vitesse actuelle évaluée à l'aide d'une échelle, pour laquelle les citoyens des quatre Etats « frugaux » ne diffèrent pas fondamentalement des Européens moyens.

Sur la vitesse espérée de l'intégration, les scores européens moyens (36% en faveur des plus grandes vitesses) traduisent un souhait d'accélération plus grand que celui qui se fait jour aux Pays-Bas (23%), au Danemark (24%), en Suède (27%) et plus encore en Autriche (13%).

Sur l'idée que davantage de décisions devraient être prises au niveau de l'UE (partagée dans la moyenne européenne par 54%, contre 37%), on observe des Néerlandais quelque peu en retrait (52%, contre 43%), des Autrichiens seulement minoritairement d'accord (45% en faveur), et des Scandinaves très majoritairement opposés (29% d'accord contre 60% au Danemark, 27% contre 69% en Suède).

L'UE devrait-elle, compte tenu de ses objectifs politiques, avoir plus de moyens financiers, ou bien ses moyens financiers correspondent-ils à ses objectifs ? Dans l'Union dans son ensemble, les deux opinions s'équilibrent (40% pour la première, 41% pour la seconde). Mais dans les quatre pays étudiés la première est très minoritaire : 28% contre 60% en Autriche, 25% contre 69% aux Pays-Bas, 24% contre 62% en Suède, et même 14% contre 75% au Danemark. De tous les Etats-membres ils sont ceux dans lesquels l'écart est le plus grand entre la première et la seconde réponse.

On trouve d'ailleurs d'autres signes de ces réserves dans les réponses à une question dans laquelle les citoyens interviewés devaient dire leur accord ou leur désaccord avec différentes propositions politiques. Pour deux d'entre elles, de nature bien différente, mais dont le libellé évoquait explicitement dans les deux cas la nécessité de dégager un financement public, les scores d'approbation sont plus faibles dans les quatre Etats-membres « frugaux » que dans la moyenne communautaire :

- « La création d'un fonds public-privé européen (financé à la fois par les autorités publiques et les entreprises privées) dans le but de soutenir les PME » : approbation plus tiède que dans la moyenne, particulièrement au Danemark et en Suède.
- « Augmenter le budget de l'UE pour le programme Erasmus » : réticences notables en particulier aux Pays-Bas et en Autriche.

Et il en va de même dans trois d'entre eux (l'Autriche faisant ici exception) pour une autre proposition impliquant également des dépenses publiques :

- « L'argent public devrait être utilisé pour stimuler les investissements dans le secteur privé au niveau de l'UE ».

Alors que les Européens moyens approuvent majoritairement cette idée (à 59% contre 29%), les Danois sont partagés (42% contre 40%), les Néerlandais et les Suédois nettement opposés.

Conclusion : une satisfaction du *statu quo*

Dans des enquêtes réalisées peu avant l'émergence de la crise sanitaire, les citoyens des Etats-membres dits « frugaux » manifestent une **vive résistance à l'idée d'augmentation des moyens financiers de l'UE**, s'avérant en cela en phase avec les positions de leurs dirigeants.

Ils se montrent en même temps particulièrement **peu enclins à accélérer la construction communautaire et réticents à développer la prise de décision en commun au niveau européen** – sur ce dernier point cependant, les Néerlandais sont seulement un peu moins favorables que la moyenne communautaire, alors que les Autrichiens sont nettement en retrait et les Danois et les Suédois y sont très majoritairement opposés.

Dans les quatre pays, ils réfutent toutefois massivement l'idée d'un avenir plus rose s'ils se trouvaient en dehors de l'Union. Et dans trois d'entre eux (les Autrichiens étant sensiblement plus tièdes,) ils affichent un **haut degré de satisfaction quant à l'appartenance à l'UE**, dont ils envisagent l'avenir en termes positifs (malgré l'expression de réserves sur l'évolution actuelle des choses). Cela va d'ailleurs de pair avec des jugements tout à fait favorables (avant la crise sanitaire) sur la situation économique de l'UE, et plus encore sur celle du pays lui-même.

En résumé, aux Pays-Bas et dans les deux Etats scandinaves, une relation pragmatique à l'UE dans des pays en bonne santé qui se satisfont volontiers de ce qu'elle apporte et où **on ne discerne guère de désir d'avancer** vers « une union toujours plus étroite » – **d'autant moins si cela implique un coût** ; en Autriche, on trouve des attitudes similaires assorties toutefois d'opinions plus mitigées sur les bienfaits de l'appartenance.

(1) Questions posées dans les enquêtes du Parlement, à l'automne 2019 sur l'appartenance à l'UE, au printemps 2019 sur le bénéfice de l'appartenance (données disponibles les plus récentes).

Toutes les autres questions évoquées dans cette note ont été posées dans l'enquête Eurobaromètre Standard de la Commission à l'automne 2019.

Directeur de la publication : Sébastien Maillard ■ La reproduction en totalité ou par extraits de cette contribution est autorisée à la double condition de ne pas en dénaturer le sens et d'en mentionner la source ■ Les opinions exprimées n'engagent que la responsabilité de leur(s) auteur(s) ■ L'Institut Jacques Delors ne saurait être rendu responsable de l'utilisation par un tiers de cette contribution ■
Version originale ■ © Institut Jacques Delors